

Stop aux expulsions sans solutions alternatives

Pour le droit au logement pour tous.

Depuis maintenant plus de trois mois les expulsions de familles roms, demandeurs d'asile, sans logements, sans papiers, se multiplient comme jamais à St Etienne.

Tout dernièrement par exemple les familles mises à l'abri dans l'immeuble de la Perrotière à Terrenoire ont été expulsées. 40 personnes dont 21 enfants jetés sur le trottoir. Cette immeuble vide et en très bon état, depuis des années, qui appartient à la mairie, avait été réquisitionné par un large collectif d'associations il y a un an. La veille 150 personnes avec 50 enfants, des nourrissons, avaient été expulsés d'un terrain.

Résultat : aujourd'hui à St-Etienne, 140 personnes, dont plus de la moitié d'enfants et de bébés errent, vivent sur les trottoirs, se cachent pour dormir dehors, pourchassés sans cesse par la Police sur ordre du maire et de la Préfecture.

Et d'autres lieux vont être expulsés.

Cette politique détruit le travail des associations, les enfant se retrouvent déscolarisés, les protocoles de soins pour maladies graves sont stoppés.

Une politique totalement inhumaine qui foule au pied les droits de l'homme, les droits de l'enfant. Décidée et appliquée par le maire de St Etienne avec le soutien total de la préfecture, elle est celle du pire. Elle crée de la tension sociale, accentue les antagonismes, par les problèmes qu'elle génère. S'agit-il d'opposer les pauvres et les précaires entre eux ?

Nous disons stop, il faut que ça change.

Nous réclamons le droit au logement et à l'hébergement pour tous maintenant inscrit dans la loi. Or actuellement à St Etienne, selon l'administration du 115 (numéro d'urgence pour les sans abris), 400 personnes de tous les horizons, sont sans abris.

Il est nécessaire de stopper cette politique d'expulsion sans solutions alternatives qui aggrave tout.

Il y a sur St Etienne et toute l'agglomération suffisamment de logements vacants, de bâtiments vides qui peuvent être mobilisés, réquisitionnés, pour assurer un toit à tous. C'est ce que nous demandons au maire et à la mairie de gauche, ce sont les consignes que nous attendons du gouvernement en direction de la préfète du département.

Pour demander au maire et à la préfète d'arrêter les expulsions sans solutions alternatives

Pour la mobilisation et la réquisition des logements et bâtiments vides

Pour le droit au logement pour tous

**Rassemblement mercredi 17 octobre 18H
sur les marches de la mairie.**